



Direction des Services Techniques et des Transports
Espace 70
Unité Technique 70 de VESOUL
4A rue de l'Industrie
CS 10339
70006 VESOUL CEDEX
Tél. 03 84 95 75 10
Fax 03 84 95 75 11

Arrêté n° VS 2020-229

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Officier de la légion d'honneur

VU la demande en date du 15/07/2020 par laquelle **Commune de Bussieres** demeurant 19 rue de l'église 70190 **BUSSIERES** et représenté par **M. Emilien BRENOT** demande L'AUTORISATION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC de la Route Départementale n°367 du PR 4+800 au PR 5+240, côté droit et gauche, en agglomération, commune de **Bussièrès**.

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,

VU Le règlement de la voirie départementale du 15/04/2011 relatif à la conservation et à la surveillance des routes départementales,

VU le règlement du 15/04/2011 relatif à l'ouverture des tranchées dans la voirie départementale,

VU l'arrêté du 27/12/2018 de Monsieur le Président du Conseil départemental accordant délégation de signature à Monsieur le responsable de l'Unité technique de Vesoul,

VU l'état des lieux,

ARRETE

ARTICLE 1 – AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : **Création d'un aménagement de sécurité et réfection des trottoirs :**

Dépose et repose de bordures de trottoir du PR 4+800 au 5+240, création de deux chicanes et une écluse en peintures et matérialisées avec des balises J11 largeur de chaussée sera de 3.80m , 2 fouilles transversales et création d'un plateau surélevé à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

CONTROLES DU REMBLAIEMENT DES TRANCHEES

Les travaux en tranchées seront exécutés conformément aux schémas-types du règlement de voirie départementale joints au présent document, soit :

- Par une entreprise agréée par les services techniques du Département dans les conditions fixées par l'article 61 du Règlement de la voirie départementale. **L'entreprise réalisera, à sa charge, ses contrôles internes conformément aux règles de l'art. Les graphes seront systématiquement adressés au laboratoire départemental (DEGC) dans un délai maximal de 48 heures après remblaiement et compactage de la tranchée.** La liste des entreprises agréées est disponible au laboratoire départemental ou à l'Unité technique concernée
- Par une entreprise non agréée ou une personne physique. Dans ce cas, **des graphes au pénétrodensitographe seront réalisés en contrôle externe, à ses frais, par l'entreprise ou la personne ayant effectué les travaux.** L'organisme de contrôle devra préalablement avoir été accepté par le Département au vu de sa méthodologie de travail. **Les graphes seront adressés au laboratoire**

départemental dans un délai maximal de 48 heures après remblaiement et compactage de la tranchée à raison de :

- tranchée transversale de moins de 10 mètres : 2 points
- tranchées longitudinales en agglomération de moins de 50 mètres : 2 points
- tranchées longitudinales en agglomération de 50 à 500 mètres : 1 point tous les 50 mètres
- tranchées longitudinales en agglomération de plus de 500 mètres : 1 point tous les 80 mètres
- tranchées longitudinales sous chaussée hors agglomération : 1 point tous les 150 mètres avec un minimum de 2 points
- tranchées longitudinales sous accotement hors agglomération : 1 point tous les 250 mètres avec un minimum de 2 points.

Le pétitionnaire du présent arrêté de voirie, l'entreprise agréée, l'entreprise non agréée ou la personne chargée des travaux devront dans tous les cas informer le laboratoire départemental (DEGC) et l'Unité technique concernée de la date prévisionnelle de mise en œuvre de la couche de roulement ou du revêtement destiné à recouvrir les tranchées au moins 7 jours avant leur réalisation.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

REALISATION DE TRANCHEE SOUS TROTTOIR

Les tranchées seront réalisées, au préalable et après si nécessaire, par tout matériel adapté.

La tranchée sera implantée à 0.30 mètre minimum du fil d'eau.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

REALISATION DE TRANCHEE SOUS CHAUSSEE

Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement découpés, avec un matériel adapté, de manière à éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille et permettre d'obtenir une découpe franche et rectiligne.

Lors de la mise en œuvre de la couche de roulement, l'ancien revêtement devra être redécoupé à une distance de 30 cm de part et d'autre de la tranchée. Dans certains cas, il pourra être exigé un rabotage longitudinal.

Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi-chaussée.

La distance entre la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection, et le niveau de la chaussée sera au minimum égale à 0.80 mètre, sauf dérogation et réseaux secs non électriques.

Un grillage avertisseur devra être détectable et sera posé au-dessus de l'ouvrage à une hauteur minimale de 0.30 mètre par rapport à la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection.

Au moins 8 jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couche, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

REFECTION DES TROTTOIRS

Se conformer au SCHEMA 5 joint.

Réfection du trottoir à l'identique (enrobé – bicouche).

REFECTION CHAUSSEE RENFORCEE

Se conformer au SCHEMA 1 joint.

Reconstitution chaussée renforcée 1 fois $\frac{1}{2}$ l'origine avec fermeture en enrobé à chaud 6 cm (140 kg/m^2) + jointoiement et badigeonnage au niveau du sciage. La réfection définitive en enrobé à chaud devra impérativement être exécutée un mois maximum après la fin des travaux. Un an après la réception des travaux par le gestionnaire de la voirie, une reprise éventuelle sera effectuée par le pétitionnaire des affaissements et des dégradations par rabotage – 6 cm de la surface dégradée – reprofilage à l'enrobé à chaud 6 cm (140 kg/m^2) – badigeonnage des joints de bord de chaussée.

Réfection en matériaux de remblai auto-compactant reexcavables. L'entrepreneur devra fournir la provenance et la formule des matériaux auto-compactant reexcavables pour agrément au minimum 15 jours avant le commencement des travaux.

PLATEAU SURELEVE

L'aménagement projeté devra être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.
Des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales devront être réalisés de part et d'autre des rampes du plateau.
La pente des rampes d'accès au plateau sera de 5 à 7 %.

La hauteur du plateau et celle du trottoir moins 2cm sans toutefois dépasser 15cm ; la longueur est de 8 à 30 mètres.

Au droit de l'ancrage des rampants la chaussée devra être reconstituée comme pour une fouille sur une largeur de 60cm Schéma N°2.

La signalisation verticale de pré-signalisation et celle de position devront être conformes à la réglementation en vigueur

L'éclairage public sur l'aménagement est conseillé.

Lors de l'entretien de la chaussée par le Conseil départemental, en particulier lors de la réfection de la couche de roulement, la réfection du plateau ne sera pas réalisée par le Conseil départemental ou alors elle le sera à la charge du demandeur.

CHICANES

Les chicanes seront matérialisées par des peintures au sol ainsi que des balises J11.

La signalisation verticale de position devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Lors de l'entretien de la chaussée par le Conseil départemental, en particulier lors de la réfection de la couche de roulement, la réfection des chicanes ne sera pas réalisée par le Conseil départemental ou alors elle le sera à la charge du demandeur.

TROTTOIRS

HAUTEUR FIL D'EAU :

Les réparations et l'entretien ultérieur de l'ensemble de l'ouvrage seront pris en charge intégralement par le pétitionnaire, sous sa propre responsabilité.

La bordure devra être reposée en respectant une vue de 1 à 2 cm au fil d'eau, la chaussée sera découpée et un enrobé à chaud sera refait jusqu'à la bordure de trottoir.

L'entretien de la pré signalisation, de la signalisation de position et de la signalisation horizontale sera à la charge du demandeur.

L'enlèvement de la végétation poussant au pied des supports sera à la charge de l'occupant du domaine public.

L'éclairage public sur l'aménagement est conseillé.

En période hivernale, les engins de déneigement, gênés par la présence de cet aménagement, ne pourront pas dégager complètement les abords de cet aménagement et la commune devra alors compléter, si nécessaire, par une intervention manuelle.

En aucun cas, le Conseil départemental ne sera tenu pour responsable de leur possible dégradation au cours de ses diverses interventions sur ces sections d'aménagement communal.

ARTICLE 3 – SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER

La signalisation de chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

L'arrêté de police correspondant devra être sollicité auprès de l'autorité compétente 21 jours au moins avant le commencement des travaux.

ARTICLE 4 – CONVENTION D'ENTRETIEN

Les réparations et l'entretien ultérieur de l'ensemble de l'ouvrage seront pris en charge intégralement par le pétitionnaire, sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 5 – IMPLANTATION – OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLEMENT

L'ouverture de chantier est fixée au **20 juillet 2020**.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de UN AN.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la collectivité au moyen d'un titre de recette émis à son encontre.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 – VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE – REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 5 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution et renouvelable par tacite reconduction.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à VESOUL, le 15 juillet 2020

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Pour le Président du Conseil départemental et par
délégation,

Le responsable de l'Unité technique,



Jean-Yves MAIROT

DIFFUSION

Le pétitionnaire pour attribution : **Commune de Bussières**

Le bureau d'étude pour information : **BC2I**

L'entreprise réalisant les travaux pour information : **Démoulin TP**

L'UT70 de VESOUL pour attribution

ANNEXE

Schémas réfections des tranchées

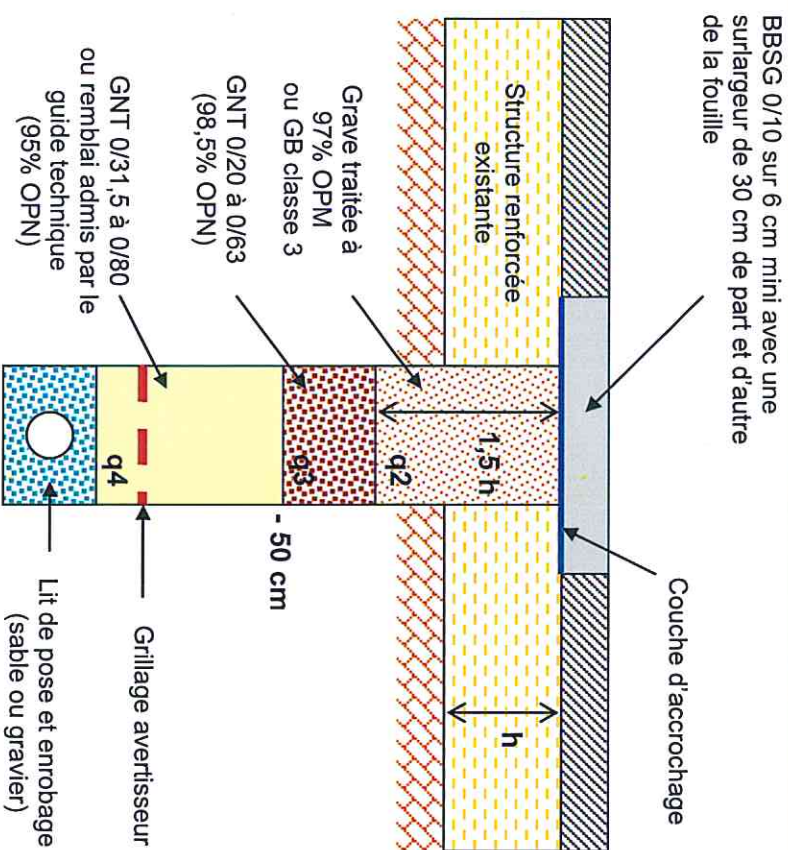
Schéma d'un plateau

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de l'UT70 ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

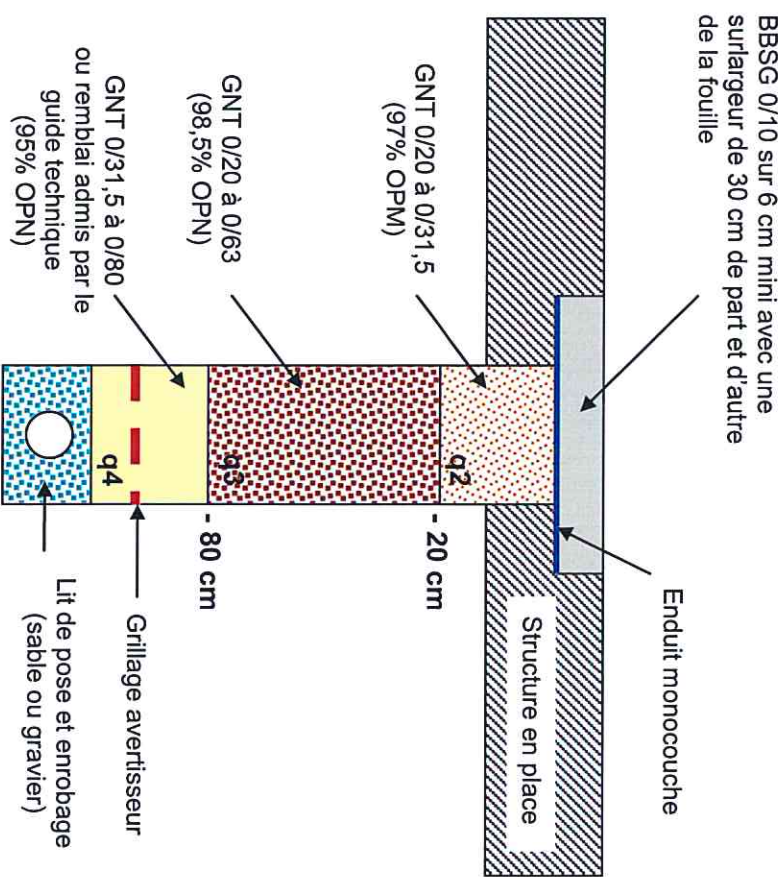
Annexe 11.2 – REFLECTION DES TRANCHÉES

SCHEMA TYPE N° 1
Tranchées sous chaussées rigides, semi-rigides ou bitumineuses épaisses



Dans la mesure du possible, l'axe de la tranchée doit correspondre à l'axe de la voie de circulation ou dans l'axe du passage des poids lourds en cas de routes étroites.

SCHEMA TYPE N° 2
Tranchées sous chaussées souples

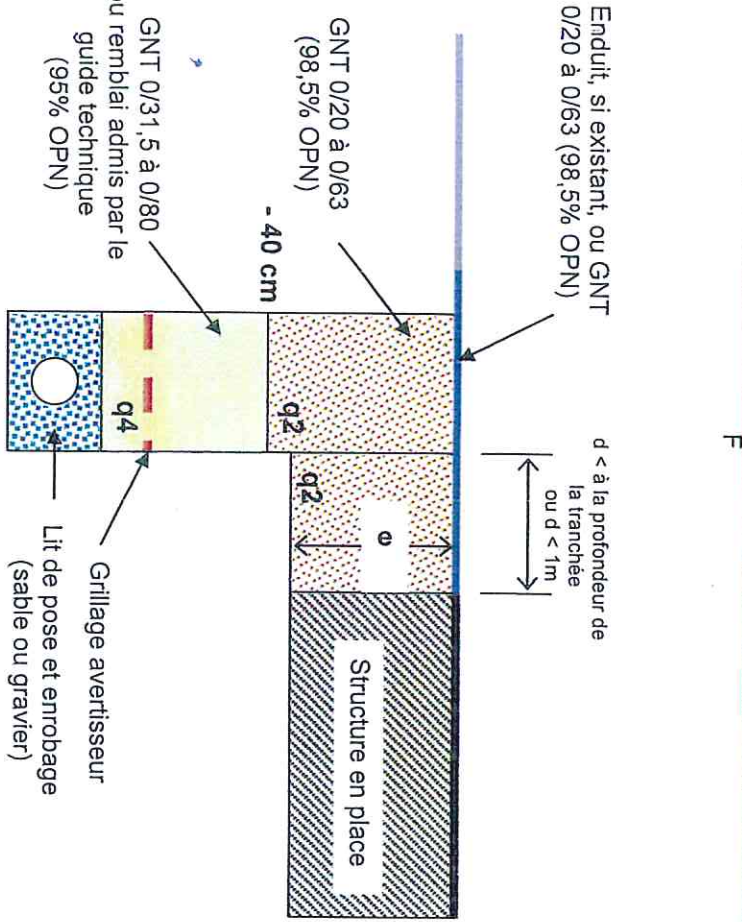


Nota : Ces schémas sont donnés à titre indicatif. Le gestionnaire se réserve la possibilité d'adapter les dispositions techniques de remblaiement de tranchées en fonction des particularités de l'opération. Les prescriptions techniques seront stipulées dans la permission de voirie que l'intervenant devra obtenir avant le démarrage des travaux.

Annexe 11.2 – REFLECTION DES TRANCHEES

SCHEMA TYPE N° 3

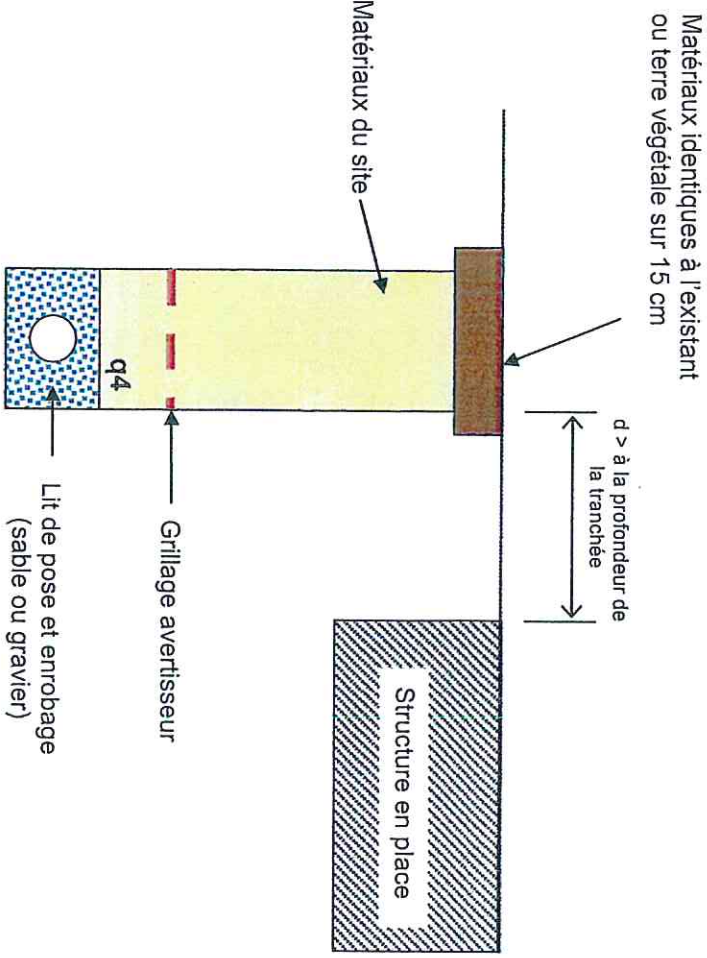
Tranchées sous accotement – d < profondeur de la tranchée ou d < 1 m



Si la tranchée est implantée sous accotement à une distance, entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée, inférieure à la profondeur de la tranchée ou à un mètre, la partie située entre la tranchée et la chaussée doit faire l'objet d'un remblai de même qualité que la partie supérieure de la tranchée (q2) et sur l'épaisseur (e) de la structure de la chaussée existante ou celle définie dans l'autorisation délivrée.

SCHEMA TYPE N° 4

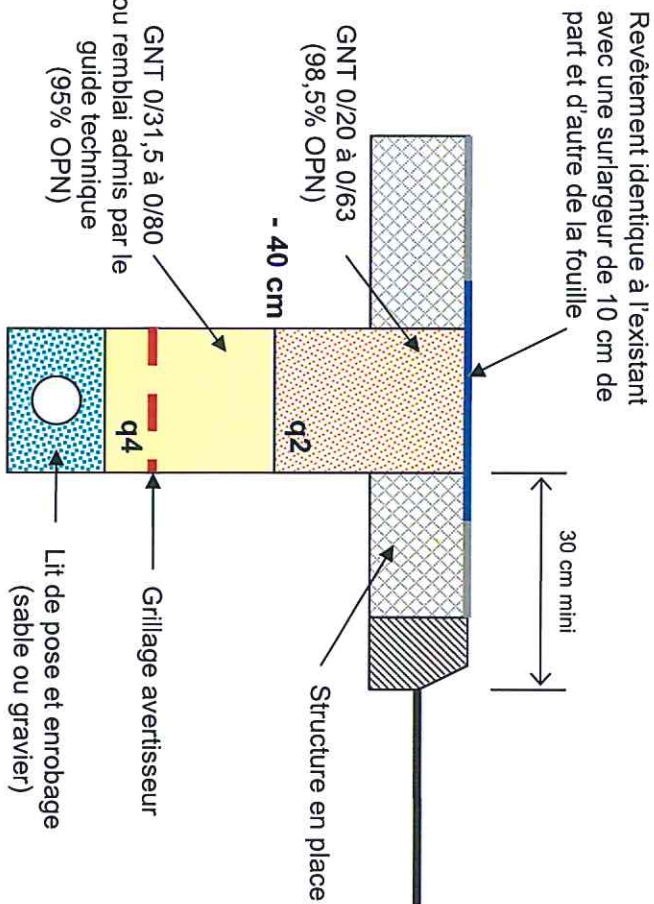
Tranchées sous accotement – d > profondeur de la tranchée
Tranchées sous espaces verts



Nota : Ces schémas sont donnés à titre indicatif. Le gestionnaire se réserve la possibilité d'adapter les dispositions techniques de remblaiement de tranchées en fonction des particularités de l'opération. Les prescriptions techniques seront stipulées dans la permission de voirie que l'intervenant devra obtenir avant le démarrage des travaux.

Annexe 11.2 – REFLECTION DES TRANCHEES

SCHEMA TYPE N° 5
Tranchées sous trottoirs



Sous trottoir, la tranchée doit se situer au minimum à 30 cm du bord de chaussée.

Nota : Ces schémas sont donnés à titre indicatif. Le gestionnaire se réserve la possibilité d'adapter les dispositions techniques de remblaiement de tranchées en fonction des particularités de l'opération. Les prescriptions techniques seront stipulées dans la permission de voirie que l'intervenant devra obtenir avant le démarrage des travaux

Plateau

Les plateaux peuvent être implantés dans beaucoup de cas mais en évitant les implantations suivantes

- Sur les voies desservant un service de secours, sauf accord des services concernés
- Dans les 50 premiers mètres après le panneau d'entrée d'agglomération (plus suivant les conditions de visibilité)
- Dans une section à 70km/h et sur les 50 premiers m à l'aval de celle-ci
- Dans une section de rue ne permettant pas d'assurer une distance de visibilité de 25 m
- Sur ou dans un ouvrage d'art

